



RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

**Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions -
TPSGC**

11 Laurier St., / 11, rue Laurier

Place du Portage, Phase III

Core 0B2 / Noyau 0B2

Gatineau

Québec

K1A 0S5

Bid Fax: (819) 997-9776

SOLICITATION AMENDMENT

MODIFICATION DE L'INVITATION

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address

**Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur**

Issuing Office - Bureau de distribution

Informatics Professional Services - EL Division/Services

professionnels en informatique - division EL

Terrasses de la Chaudière 4th Floor

10 Wellington Street

Gatineau

Québec

K1A 0S5

Title - Sujet RFP-Tier 2 TBIPS Team	
Solicitation No. - N° de l'invitation 24062-180010/A	Amendment No. - N° modif. 001
Client Reference No. - N° de référence du client 24062-180010	Date 2018-04-04
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$EL-638-32429	
File No. - N° de dossier 638el.24062-180010	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2018-04-17	Time Zone Fuseau horaire Eastern Daylight Saving Time EDT
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input checked="" type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Mao, Lan	Buyer Id - Id de l'acheteur 638el
Telephone No. - N° de téléphone (613) 858-9980 ()	FAX No. - N° de FAX () -
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction:	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

Solicitation No. - N° de l'invitation
24062-180010/A

Amd. No. - N° de la modif.
001

Buyer ID - Id de l'acheteur
638el

Client Ref. No. - N° de réf. du client
24062-180010

File No. - N° du dossier
638el24062-180010

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

La modification 001 apportée à la demande de propositions (DP) vise à répondre aux questions de soumissionnaires.

Question 1a:

Étant donné l'ampleur et la portée de la Demande de propositions citée ci-dessus et le congé pascal imminent, nous demandons respectueusement que la date de clôture soit reportée de deux semaines, pour ainsi la faire passer du 17 avril au 1er mai.

Question 1b:

Compte tenu du fait qu'au cours des dernières semaines, le gouvernement a lancé de nombreuses demandes de propositions dont les dates de clôture se situent à quelques jours d'intervalle, nous demandons que la période de soumission soit prolongée d'un mois.

Réponse 1:

La date de clôture de l'invitation à soumissionner ne sera pas modifiée.

Question 2:

Comme nous avons établi ici même, à Ottawa, une capacité qui répond aux exigences de la Demande de propositions en matière de ressources, nous demandons que la définition du terme « soumissionnaire » soit élargie de sorte à englober la société mère et les sociétés affiliées. Nous pourrions ainsi citer en exemple nos projets de classe mondiale qui nous apportent une expérience pertinente dont notre équipe locale, qui réalise les projets pour les clients du gouvernement du Canada, tire profit. Notre structure organisationnelle ne devrait pas nuire à notre capacité à participer à ce processus concurrentiel. Nous recommandons donc que la société mère et les sociétés affiliées soient ajoutées à la définition du terme « soumissionnaire ».

Réponse 2:

La définition du terme « soumissionnaire » ne sera pas modifiée.

Question 3 :

La plupart des contrats du SCT pour des services SAP exigent des ressources possédant une attestation de sécurité valide au niveau « SECRET » compte tenu de la nature des travaux. Il est entendu que les exigences organisationnelles détermineront le niveau de l'attestation, lequel sera indiqué au moment d'attribuer l'autorisation de tâches. Cependant, comme les ressources doivent être disponibles pour travailler, veuillez confirmer que les ressources proposées doivent posséder une attestation de sécurité au niveau « SECRET » à la clôture de l'invitation afin de se conformer aux exigences.

Réponse 3:

Le soumissionnaire doit posséder une attestation de Sécurité d'installation valide au niveau « Secret », mais les ressources proposées dans la soumission, elles, ne doivent pas être titulaires d'une attestation de Sécurité au niveau « Secret » à la clôture de l'invitation.

Question 4:

La question porte sur la définition de l'expression « Services publics SAP » de l'exigence ministérielle O1 dans l'ensemble des volets de travail. Comme les catégories de secteurs indiqués (la défense et la sécurité, la santé, l'éducation ou le gouvernement) représentent des services publics vastes, complexes et essentiels appuyés par le système SAP, la Couronne pourrait-elle confirmer que d'autres catégories pouvant correspondre au niveau de complexité et de dépendance lié aux services publics, comme le secteur de l'énergie, seront aussi acceptées à titre de « Services publics SAP » dans le cadre de l'exigence ministérielle O1?

Solicitation No. - N° de l'invitation
24062-180010/A

Amd. No. - N° de la modif.
001

Buyer ID - Id de l'acheteur
638el

Client Ref. No. - N° de réf. du client
24062-180010

File No. - N° du dossier
638el24062-180010

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

Réponse 4:

Les « Services publics SAP » sont définis conformément aux solutions industrielles SAP, à savoir la défense et la sécurité, la santé, l'éducation ou le gouvernement (fédéral, sous-national ou municipal). À ce titre, les organisations du secteur de l'énergie ne sont pas incluses. Selon les solutions industrielles SAP, ces organisations feraient partie de la catégorie « Énergie et ressources naturelles SAP ».

Question 5:

Le critère O2 (DP, page 107), du niveau 3 (programmeur FIORI), au point 1.1.2, Analyste-programmeur, PRE, du volet de travail 1 de la pièce jointe 4.1 prévoit que : « ...Le soumissionnaire doit démontrer que la ressource proposée a travaillé sur un minimum de 2 projets différents à faire le développement des applications SAP Fiori/SAP UI5 dans le contexte des Services Publics SAP. Les Services Publics SAP sont définies comme des organisations impliquées dans: la défense et la sécurité, la santé, l'éducation ou le gouvernement (fédéral, sous-national ou municipal)... »

La Couronne accepterait-elle une expérience de travail liée à la réalisation d'un projet au sein d'une société inscrite en bourse comme Lockheed Martin/Curtis Wright pour prouver l'expérience dans le contexte d'une organisation des services publics SAP?

Réponse 5:

Une société inscrite en bourse comme Lockheed Martin/Curtis Wright ne se qualifie pas à titre d'organisation de services publics SAP, car l'organisation comme telle ne participe pas directement à une des activités de services publics recensées, même si elle peut fournir des biens et services à une organisation de services publics (comme une organisation gouvernementale). La Couronne cherche précisément de l'expérience liée à une organisation qui participe directement à ces activités de services publics. Cette précision s'applique à tous les critères de l'invitation où il est fait mention de services publics SAP.

Question 6:

Quel niveau de cote les ressources proposées lors de la présentation de la soumission doivent-elles posséder?

Réponse 6:

Les ressources proposées doivent posséder au minimum la cote de FIABILITÉ.

Question 7:

Au point 3.3 de la section II, Soumission financière, de la partie 3, Instructions pour la préparation des soumissions (page 21), on peut lire ce qui suit : « ... (a) Prix : Les soumissionnaires doivent présenter leur soumission financière conformément à la base de paiement indiquée à l'annexe B »

Veuillez confirmer que les soumissionnaires doivent présenter leurs prix en remplissant la pièce jointe 3.2, Barème de prix.

Réponse 7:

L'information est confirmée.